

TABLE DES MATIÈRES

Table des abréviations	15
Préface	17
Propos introductifs	23
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE : Le champ d'application de la notion de justice climatique : la nation ou le monde ?	35
PARTIE I. – VERS L'APPARITION DU CONCEPT DE JUSTICE CLIMATIQUE ET SON DÉVELOPPEMENT : UNE INNOVATION SPONTANÉE, RECONNUE, MAIS ENCORE LIMITÉE	47
TITRE I	
LES DIFFÉRENTES FORMES DE JUSTICE CLIMATIQUE AU NIVEAU INTERNATIONAL, GLOBAL ET LOCAL	
CHAPITRE 1. – Les diverses formes de manifestation de la justice climatique au niveau international et européen	55
SECTION 1. – Le contentieux climatique international	56
I. – L'APPEL DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES PALAOS POUR UN AVIS CONSULTATIF DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE SUR UNE RESPONSABILITÉ DES ÉTATS DANS LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	57
II. – LE CONTENTIEUX DE L'ARBITRAGE INTERNATIONAL À TRAVERS L'USAGE DE LA PÉTITION INDIVIDUELLE	59
A. – <i>La pétition des Inuits</i>	59
B. – <i>La pétition à la Commission des droits de l'homme des Philippines</i>	61
III. – LES DEMANDES D'INSCRIPTION DE CERTAINS SITES NATURELS AU PATRIMOINE MONDIAL	63

390 LE CONTENTIEUX CLIMATIQUE : UNE RÉVOLUTION JUDICIAIRE

SECTION 2. – Le contentieux climatique européen	66
I. – LA PRISE EN CONSIDÉRATION DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES PAR L'UNION EUROPÉENNE	67
II. – LA VISION EUROPÉENNE DE LA QUESTION CLIMATIQUE	72
III. – LE CONTENTIEUX RELATIF AUX DIFFÉRENTES DIRECTIVES SUR LES QUOTAS D'ÉMISSIONS	78
A. – <i>Le contentieux relatif au marché carbone</i>	78
1. – La contestation de la validité de la directive 2003/87/CE	79
2. – La Commission européenne et les plans nationaux d'allocations	80
3. – L'accès à l'information concernant les crédits d'émissions ..	82
4. – L'instauration des mesures coercitives à l'initiative de la Commission européenne	83
B. – <i>Les recours mettant en jeu d'autres réglementations européennes</i>	84
CHAPITRE 2. – Les différentes orientations du contentieux climatique national	87
SECTION 1. – Les différentes catégories de recours climatiques dirigés contre les États	88
I. – LES RECOURS RELATIFS AUX MESURES D'ADAPTATION OU D'ATTÉNUATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	89
II. – L'OBLIGATION D'ÉVALUER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL EN Y INSÉRANT UNE DIMENSION LIÉE AUX BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES PRÉVISIBLES	95
III. – LES RECOURS RELATIFS À L'INVOCATION DE CERTAINS DROITS DE L'HOMME	102
A. – <i>L'affaire Shell v. Nigeria</i>	104
B. – <i>La pétition des Inuits</i>	107
C. – <i>L'affaire des habitants des îles Tuvalu</i>	108
IV. – LES RECOURS METTANT EN JEU LA SCIENCE CLIMATIQUE	109
SECTION 2. – Les recours dirigés contre les entreprises	113
I. – LES LEÇONS DES RECOURS CONCERNANT L'ENGAGEMENT D'UNE RESPONSABILITÉ AU TITRE DU « GREENWASHING » OPÉRÉ PAR L'ENTREPRISE	114
II. – LES RECOURS LIÉS À LA VIOLATION D'UNE RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE	117
CHAPITRE 3. – Les formes antagonistes du contentieux climatique aux États-Unis	127
SECTION 1. – Les recours climatiques américains fondés sur la doctrine <i>public trust</i>	132
I. – LES PRÉMISSSES DU COMBAT JUDICIAIRE EN FAVEUR D'UNE JUSTICE CLIMATIQUE PAR DE JEUNES AMÉRICAINS	132

TABLE DES MATIÈRES

391

II. – L’AFFAIRE <i>FOSTER V. WASHINGTON DEPARTMENT OF ECOLOGY</i>	134
III. – L’AFFAIRE <i>JULIANA V. UNITED STATES</i>	138
SECTION 2. – Les recours dirigés contre la réglementation du <i>Clean Power Plan</i>	140
I. – L’AFFAIRE <i>WEST VIRGINIA V. EPA</i> : ELLE A MIS EN CAUSE LES POUVOIRS ET LES DEVOIRS DE L’AGENCE DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALE À L’ÉGARD DU <i>CLEAN POWER PLAN</i>	142
A. – <i>La diversité des parties en présence dans l’affaire West Virginia v. EPA</i>	143
B. – <i>Les éléments intéressant le déroulement du procès</i>	144
C. – <i>Les arguments développés lors des auditions devant le tribunal</i>	145
II. – L’AFFAIRE <i>NORTH DAKOTA V. EPA</i> RELATIVE AUX MESURES « CARBON POLLUTION STANDARDS »	146
SECTION 3. – La suite de la suspension du <i>Clean Power Plan</i>, et la politique de rejet de l’Accord de Paris à la suite de l’arrivée au pouvoir du président Donald Trump	147
I. – LA DÉCISION DE SUSPENDRE LE <i>CLEAN POWER PLAN</i> PAR LA COUR SUPRÊME : LES EFFETS DE LA « <i>MOTION OF STAY</i> »	148
II. – LES DÉCRETS-LOIS ADOPTÉS EN JANVIER ET MARS 2017 PAR L’ADMINISTRATION TRUMP	149
III. – LES CONSÉQUENCES DU RETRAIT DES ÉTATS-UNIS DE L’ACCORD DE PARIS ET L’AVENIR DU <i>CLEAN POWER PLAN</i>	154

TITRE II

**LA RECONNAISSANCE OU UN CONCEPT DE JUSTICE CLIMATIQUE :
VERS L’OPÉRABILITÉ ?**

CHAPITRE 4. – Les sources conventionnelles et législatives de la justice climatique : la reconnaissance du concept de justice climatique	163
SECTION 1. – L’intégration du concept de justice climatique dans l’Accord de Paris	163
SECTION 2. – La définition du concept de la justice climatique dans la législation bolivienne	165
SECTION 3. – Une intégration non réussie, l’exemple de la France : le nécessaire développement d’un « intérêt local climatique »	167

BRUYLANT

392 LE CONTENTIEUX CLIMATIQUE : UNE RÉVOLUTION JUDICIAIRE

CHAPITRE 5. – La reconnaissance jurisprudentielle de la justice climatique : les trois éléments constitutifs du modèle de justice climatique	173
SECTION 1. – Les prémisses du contentieux climatique aux États-Unis et sa relative consécration dans les textes...	175
SECTION 2. – L'apport de l'affaire <i>Urgenda</i> au concept de justice climatique	178
SECTION 3. – La consécration jurisprudentielle du concept de justice climatique par le juge pakistanais	179
Conclusion de la première partie	183

PARTIE II. – LES CONDITIONS ET LES LIMITES DU CONTENTIEUX CLIMATIQUE : ANALYSE DES DIFFICULTÉS ET DES PERSPECTIVES DE DÉPASSEMENT DE CES DIFFICULTÉS	185
---	-----

TITRE I LES DIFFICULTÉS

CHAPITRE 6. – L'adaptation aux règles traditionnelles du contentieux	193
SECTION 1. – L'exigence de la compétence juridictionnelle	193
SECTION 2. – La question de la séparation des pouvoirs	197
SECTION 3. – La prise en compte de la doctrine du <i>public trust</i> selon le droit des États-Unis	200
SECTION 4. – L'enjeu de l'intérêt pour agir dans le contentieux climatique	204
I. – LES CRITÈRES STRUCTURANT DE L'INTÉRÊT POUR AGIR	205
A. – <i>L'intérêt né et actuel</i>	206
B. – <i>L'intérêt direct et personnel</i>	210
C. – <i>L'intérêt certain</i>	214
II. – L'APPLICATION DE LA RÈGLE L'INTÉRÊT POUR AGIR DANS LE CONTENTIEUX CLIMATIQUE DIRIGÉ CONTRE L'ÉTAT ET LES ENTREPRISES	215
A. – <i>L'intérêt pour agir dans les recours climatiques contre l'État</i>	215
B. – <i>L'intérêt pour agir dans le contentieux climatique contre les entreprises</i>	217

SECTION 5. – La question de la preuve dans le contentieux climatique	219
I. – LES ÉLÉMENTS SCIENTIFIQUES À LA DISPOSITION DES PARTIES	221
A. – <i>L'impact des émissions de gaz à effet de serre démontré par les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat</i>	222
B. – <i>L'imputabilité des émissions de gaz à effet de serre basée sur le rapport Heede</i>	225
II. – LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU TYPE DE LIEN DE CAUSALITÉ DANS LE CONTENTIEUX CLIMATIQUE	227
A. – <i>Les outils théoriques de la recherche du lien causal dans le contentieux climatique</i>	228
B. – <i>La reconnaissance jurisprudentielle du lien entre les émissions de gaz à effet de serre et les effets du réchauffement climatique</i>	231
III. – L'ÉVALUATION DE L'EXPERTISE CLIMATIQUE SOUS LE PRISME DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION	234
A. – <i>La consécration normative du principe de précaution dans la Convention-cadre et autres traités internationaux</i>	235
B. – <i>L'acceptabilité du risque climatique dans les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat</i>	237
C. – <i>L'application du principe de précaution dans le contentieux climatique</i>	238
SECTION 6. – L'exécution de la décision de justice	241
I. – LE JUGEMENT DÉCLARATOIRE	242
A. – <i>Les mesures relatives à la réduction des émissions de gaz à effet de serre</i>	242
B. – <i>Le contentieux des mesures d'adaptation</i>	246
C. – <i>Les mesures relatives à l'obligation de procéder à des études d'impacts environnementaux adéquates</i>	247
II. – L'INJONCTION	249
CHAPITRE 7. – À la recherche de nouvelles règles de fond	253
SECTION 1. – Les règles de fond dans les recours dirigés contre les États	253
I. – LA RÈGLE DU « DUTY OF CARE » ISSUE DE L'AFFAIRE <i>URGENDA</i>	254
II. – LES AUTRES RÈGLES DE FOND CARACTÉRISTIQUES D'OBLIGATIONS CLIMATIQUES VENANT DU DROIT PUBLIC EUROPÉEN	259
III. – LA RESPONSABILITÉ CLIMATIQUE ÉTATIQUE	260

394 LE CONTENTIEUX CLIMATIQUE : UNE RÉVOLUTION JUDICIAIRE

SECTION 2. – Les règles de fond du contentieux dirigé contre les entreprises	261
I. – LA RÈGLE DU « <i>DUTY TO CARE</i> » APPLIQUÉE À L'ENTREPRISE.....	262
II. – LA RÈGLE DE LA DUE DILIGENCE DE L'ENTREPRISE.....	264
III. – L'ÉTABLISSEMENT D'UNE RESPONSABILITÉ CLIMATIQUE VIS-À-VIS D'UNE OU PLUSIEURS ENTREPRISES DÉTERMINÉES	264

TITRE II LES PERSPECTIVES

CHAPITRE 8. – Les innovations et évolutions de procédure : stratégies et tactiques de la société civile	271
SECTION 1. – Les acteurs et les lieux du contentieux de la justice climatique classique	271
I. – L'INFLUENCE DES AVOCATS ET DES JURISTES DANS L'EXPRESSION DE LA JUSTICE CLIMATIQUE.....	272
II. – LE RÔLE DES TRIBUNAUX POPULAIRES OU D'OPINION DANS LA PROMOTION DU CONTENTIEUX CLIMATIQUE	273
SECTION 2. – Nouvelles stratégies, nouvelles tactiques	275
I. – QU'EST-CE QUE LA SOCIÉTÉ CIVILE ?	276
II. – DÉPASSER LA JURISPRUDENCE CLASSIQUE.....	278
III. – COMMENT DÉPASSER LES CONTRAINTES ET SURTOUT COMBLER UN VIDE ÉVIDENT ?..	282
A. – <i>La recherche de recours auprès des institutions régionales</i>	282
B. – <i>Les projets de Pactes et de Déclarations universels</i>	285
CHAPITRE 9. – Vers la possibilité d'un procès planétaire	293
SECTION 1. – Le futur éloigné : la question de l'écocide	295
I. – L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE RELATIVE À L'ÉCOCIDE DE 2012.....	295
II. – LE CRIME L'ÉCOCIDE EN DROIT PÉNAL DE L'ENVIRONNEMENT	296
SECTION 2. – Le futur antérieur : le précédent du « Tribunal Monsanto »	297
SECTION 3. – Le futur éloigné : l'application possible des principes dégagés par l'expérience du Tribunal Monsanto au contentieux climatique	300
Conclusion sur la deuxième partie : suggérer quelques pistes	307
Conclusion générale	311

TABLE DES MATIÈRES

395

Postface	319
Bibliographie sélective	323
Index des termes alphabétiques des mots-clés	325
Liste des décisions de justice citées État par État et/ou institution	329
Annexe 1 : Avis de Ch. Huglo et C. Lepage sur les résultats de la COP 21 :	337
Annexe 2 : La Déclaration universelle des droits de l'humanité (DDHu)....	341
Annexe 3 : Tableau analytique partiel sur le droit climatique État par État.....	345